

## **Le développement économique méditerranéen suspendu aux échéances politiques**

Le Grand port maritime de Marseille et econostrum.info organisaient le 26 septembre 2011, à Marseille, deux tables rondes réunissant experts économiques et entrepreneurs pour évoquer les perspectives économiques en Méditerranée.

La première table ronde autour du thème "la nouvelle donne en Méditerranée". (photo : CG) MEDITERRANEE / FRANCE. Au-delà des considérations citoyennes et politiques, dix observateurs économiques avertis se sont réunis lors de deux tables rondes, le 26 septembre 2011 à Marseille, pour évoquer la nouvelle donne en Méditerranée.

Si l'on n'y voit pas réellement plus clair aujourd'hui qu'au début de l'été, on peut toutefois s'appuyer sur de grands indicateurs, à l'image des investissements directs étrangers (IDE) qu'a présentés Zoé Luçon. "Les annonces d'IDE en Méditerranée ont représenté 15 mds€ sur les six premiers mois de l'année 2011 contre 14,5 mds€ lors du premier semestre 2010", rapporte la responsable de l'Observatoire ANIMA-MIPO. Un résultat plutôt bon, mais qui cache de fortes disparités entre pays : "Aucun investissement n'a été envisagé en Égypte jusqu'au début de l'été. En Tunisie, la chute des annonces d'IDE a atteint 40% et le contexte général pèse également sur le Liban ou la Jordanie."

Israël, la Turquie et le Maroc tirent leur épingle du jeu. L'autre enseignement partagé par Zoé Luçon concerne l'origine des investisseurs méditerranéens : " si les Européens demeurent les premiers investisseurs en Méditerranée, ils sont talonnés de plus en plus près par un trio composé des pays du Golfe, de l'Amérique du Nord et des pays émergents."

### Trouver un modèle démocratique

Du point de vue du Grand port maritime de Marseille (GPMM), qui coorganisait les tables rondes avec econostrum.info, les événements du sud représentent un « gisement d'opportunités ». Le directeur du GPMM, Jean-Claude Terrier, estime devoir jouer un « rôle privilégié » dans la réorganisation économique de la Méditerranée, affirmant même se tenir prêt pour investir dans des plateformes du sud, de façon à orienter ensuite plus facilement le trafic vers le GPMM. Et rendre à Marseille son statut.

Un vœu pieux, tant la concurrence s'est organisée, au nord comme au sud de la Méditerranée. « Sur quels fondements économiques s'appuient les investisseurs qui créent ces grands ports, dans chaque pays, en revendiquant les mêmes flux que ceux qu'espèrent attirer leurs voisins ? » s'est interrogé Jean-Louis Reiffers. Le président du conseil scientifique du Forum euroméditerranéen des instituts de sciences économiques (Femise) assène la nécessité pour les pays du sud de se rapprocher les uns des autres et de trouver leur modèle démocratique, en soutenant l'entreprenariat tout en mettant en place des filets sociaux ». « Mais sans porter aux nues le modèle turc », a défendu le conseil du président de la Chambre de commerce d'Istanbul. Eren Paykal entend bien les voix qui vantent les progrès réalisés par la Turquie, la montrant comme un exemple à suivre dans une Méditerranée chahutée. Mais il considère que chacun doit trouver sa voie et estime que son pays ne peut jouer qu'un rôle complémentaire, notamment du point de vue économique, avec ses voisins arabes.

Medhi Laraki partage cette vision. Le directeur général du groupe Gelacom voit en son pays, le Maroc, un leader régional, dans une réorganisation des échanges non plus entre le nord et le sud, mais entre l'est et l'ouest de la Méditerranée, en s'appuyant d'un côté sur le Maroc et de l'autre sur la Turquie.

### Etablir une stabilité politique

Le directeur général d'Eurofret, Richard Arditti, observe quant à lui ces évènements d'un œil optimiste, d'autant qu'il assure n'avoir accusé aucun effet négatif des révolutions arabes sur les flux de marchandises transportées entre le Maghreb et Marseille. « Il y a évidemment des incertitudes politiques, mais globalement, nos perspectives en Méditerranée sont bonnes. Les entreprises devront saisir les opportunités commerciales qui se présentent ». En se montrant plus agressives, comme le soutient le commissaire aux comptes algérien Larbi Redjimi, convaincu que les sociétés françaises sont, du fait de la proximité culturelle, les mieux placées pour travailler dans son pays.

Pour le directeur représentant la Banque européenne d'investissement (BEI) à Paris, la réussite économique implique l'instauration de nouvelles relations de travail. Henri Marty-Gauquié rappelle les 2,6 mrd\$ investis par la BEI en Méditerranée en 2010, et surtout les 27 mrd\$ que la communauté internationale s'est engagée à débloquer pour la Tunisie, l'Égypte, le Maroc et la Jordanie d'ici 2013. Mais il met en garde : « La mise en place de financements multilatéraux est impossible sans stabilité politique ». Politiquement comme économiquement, tout repose donc sur les élections qui s'annoncent dans ces pays avant la fin de l'année 2011.

Lire aussi : Printemps arabe : comprendre la nouvelle donne en Méditerranée  
Le G8 débloque 38 mrd\$ pour quatre pays du sud

[http://www.econostrum.info/Le-developpement-economique-mediterraneeen-suspendu-aux-echeances-politiques\\_a7003.html](http://www.econostrum.info/Le-developpement-economique-mediterraneeen-suspendu-aux-echeances-politiques_a7003.html)